

Immigration contre salaires: une vision partielle et biaisée

 mediapart.fr/journal/france/260918/immigration-contre-salaires-une-vision-partielle-et-biaisee

26 septembre 2018 Par [Romaric Godin](#)

Une partie de la gauche se prévaut du marxisme et de la loi de l'offre et de la demande pour défendre des positions restrictives sur l'immigration. Mais ce positionnement ne semble pas répondre au défi de l'ordre néolibéral.

La question déchire la gauche depuis quelques semaines dans un débat politique pas toujours serein ni toujours ouvert. L'immigration exerce-t-elle une pression à la baisse sur les salaires et est-elle nuisible aux catégories populaires déjà présentes en France ? Les arguments s'échangent parfois violemment, mais reposent assez peu sur des données concrètes ou des travaux scientifiques. Qu'en est-il en réalité ?

Une analyse marxiste contre l'immigration ?

La logique sur laquelle s'appuient ceux qui défendent ce lien entre baisse des salaires et immigration se prévaut d'une pensée d'inspiration marxiste. Dans son entretien accordé à L'Obs et paru le 8 septembre, Djordje Kuzmanovic, de La France insoumise (FI), défend l'idée que « *le capital se constitue une armée de réserve. Lorsqu'il est possible de mal payer des travailleurs sans papiers, il y a une pression à la baisse sur les salaires* ». Et de conclure qu'il se livre à une « *analyse purement marxiste* ».

Karl Marx, dans le chapitre 25 du premier livre du Capital, développe en effet la notion « *d'armée industrielle de réserve* ». Et effectivement, c'est le seul endroit de cet ouvrage où est citée explicitement l'expression « *d'immigration des ouvriers* ». Mais on est assez loin de l'analyse de Djordje Kuzmanovic. Pour Karl Marx, cette armée de réserve est un mouvement interne au capitalisme, qui représente un élément clé du processus d'accumulation du capital. Dans ce processus, le capitaliste choisit d'investir dans le capital fixe (les machines) pour réduire la part du capital variable (le travail). Cette réduction conduit à un sous-emploi chronique de la force de travail qui empêche la revalorisation du prix du travail et qui, donc, biaise en faveur du capital la loi de l'offre et de la demande. L'armée de réserve est une surpopulation *relative*, qui permet d'isoler l'évolution du coût du travail de l'évolution démographique globale. La clé n'est donc pas l'évolution démographique, et donc l'immigration, mais bien le mode de production capitaliste qui, pour maintenir le taux de profit, doit créer en permanence ce sous-emploi.

En soi, l'immigration n'est donc pas un élément central. Quand bien même elle serait inexistante, il y aurait, selon Marx, une armée de réserve et un sous-emploi pesant sur les salaires. On ne peut donc alors pas croire que la fermeture des frontières conduit à l'incapacité de formation de cette armée de réserve par le capital. Certes, Marx ne nie pas que « *remplacer un Yankee par trois Chinois* » peut participer à la création des surnuméraires et à celle de l'armée industrielle de réserve. Mais il n'en conclut pas qu'il faut expulser les Chinois puisque, pour lui, ce serait inutile et ne conduirait pas à réduire

l'armée de réserve. C'est une différence avec Djordje Kuzmanovic, qui estime dans son interview à *L'Obs* que « *si une personne n'est pas éligible au droit d'asile, il faut la renvoyer dans son pays. Et rapidement* ». Ce n'est pas là exactement le « *marxisme pur* » qu'il revendique.

Pour Marx, le problème réside dans le mode de développement capitaliste. Et la réponse dans la prise de conscience de ce mode. À la fin du chapitre 25, il esquisse cette prise de conscience : « *Les travailleurs commencent à s'apercevoir que leur fonction d'instruments de mise en valeur du capital devient plus précaire, à mesure que leur travail et la richesse de leurs maîtres augmentent ; [...] ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les surnuméraires et afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi "naturelle" de l'accumulation capitaliste, ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés.* » Il n'est pas question ici de fermeture des frontières.

Peu marxiste, l'idée de la fermeture des frontières pour maintenir les niveaux de richesse de la population autochtone relève beaucoup plus d'une lecture malthusienne : la demande de travail croissant peu, la croissance de l'offre conduirait inévitablement à un appauvrissement généralisé. Il faut donc limiter l'offre de travail, donc l'immigration, pour assurer le bien-être des populations résidentes. En cela, cette pensée fait aussi abstraction de l'analyse keynésienne. L'immigration, en augmentant la demande agrégée de l'économie, conduit à un surcroît d'activité qui compense, puis permet d'effacer l'effet négatif sur les salaires en créant des emplois nouveaux et en développant la demande de travail. Lorsque Djordje Kuzmanovic explique que les taux de chômage élevés du nord de la France rendent impossible l'accueil de migrants, il développe une vision strictement malthusienne : ajouter de la population pauvre à de la population pauvre ne peut qu'accroître la misère. Malthus préconisait la restriction des naissances des classes indigentes, on propose désormais la restriction de l'entrée des immigrés pauvres (les riches ne posent pas de problèmes politiques, semble-t-il). Rien d'original à cela, c'est la vision qui prédomine dans les élites occidentales depuis 1974.

Un néolibéralisme frileux, voire hostile sur l'immigration

Ceci est, du reste, un paradoxe majeur : dans l'opinion de certains à gauche, le patronat voudrait l'ouverture des frontières pour favoriser la concurrence entre les travailleurs et la constitution de cette armée industrielle de réserve dont parle Marx. Or depuis l'entrée dans l'ère néolibérale, au début des années 1970, et alors que la balance ne cesse de pencher en faveur du capital dans les institutions, on constate une tendance à la fermeture des frontières. Les États-Unis n'ont pas attendu Donald Trump pour militariser et retrancher la frontière mexicaine, la très libérale Australie n'a pas hésité à ouvrir des camps pour migrants en Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Union européenne, malgré l'ouverture allemande de 2015 et la libre circulation en son sein, s'est également barricadée, comme le prouvent les drames réguliers en Méditerranée. Ce n'est pas surprenant : la pensée néolibérale n'est pas une pensée qui nie les frontières. Au contraire. Comme le signale l'historien étasunien Quinn Slobodian dans *Globalists*, passionnant ouvrage sur l'identité de la pensée néolibérale, paru récemment aux Presses universitaires de Harvard, « *le monde normatif néolibéral n'est pas un marché sans frontières et sans État mais un monde préservé des demandes des masses pour la justice sociale et la redistribution* ». Le

néolibéralisme ne rêve pas d'un monde sans États réduit au marché, mais d'une économie-monde fondée sur la liberté de circulation des capitaux, avec des règles nationales qui protègent cette dernière. Dans ce contexte, l'immigration est vue avec méfiance.

Friedrich Hayek, un des pères de la pensée néolibérale, a ainsi fortement soutenu à la fin des années 1970 la politique de restriction migratoire de Margaret Thatcher. Pour lui, l'ouverture des frontières était porteuse d'un risque de désordres liés à des questions culturelles. Son compère, Ludwig von Mises, avait déjà exprimé les mêmes préoccupations en 1944. Et Quinn Slobodian cite la parole sans équivoque d'un des principaux représentants de l'école autrichienne, Gottfried Haberler : « *Je peux prouver que la liberté du commerce est bénéfique pour tous, même lorsqu'il n'y a pas de liberté de migrations et que les gens restent fermement implantés dans leurs pays.* » Le monde néolibéral a besoin de frontières pour garantir la division internationale du travail et ainsi permettre au capital de se valoriser au mieux.

Cette vision a d'ailleurs connu un regain d'intérêt ces dernières années : plusieurs économistes étatsuniens ont insisté sur le fait que l'absence de frontières détruirait de la valeur parce que les migrants des pays pauvres importerait leur faible productivité dans les pays riches. Cette école s'est opposée aux études parues dans les années 1990, qui estimaient que l'existence de barrières à la liberté de circulation des personnes coûtait entre 50 % et 150 % de sa valeur au PIB mondial. En 2015, dans un article résumant ce point de vue, l'économiste conservateur étatsunien d'origine cubaine George Borjas estimait qu'il y avait un risque que « *la force de travail du monde entier travaille largement dans des organisations inefficaces et des institutions qui étaient auparavant isolées dans le Sud* ». On retrouve là les préoccupations culturelles des penseurs néolibéraux. Si les migrations viennent perturber l'ordre économique mondial, elles doivent être empêchées.

Du reste, les projets mondialistes des néolibéraux incluent un « double gouvernement » : un, mondial, gérant l'économie, l'autre, local, gérant les questions de sécurité et de culture. Et l'immigration entre grandes zones culturelles est précisément vue comme un danger. C'est pourquoi, comme le note Quinn Slobodian, les néolibéraux « *institutionnalisent un régime mondial parallèle où l'investisseur et l'entreprise, pas le réfugié ou le citoyen, seront le sujet porteur de droits* ». C'est là l'explication de l'apparent paradoxe du monde actuel : une économie ouverte entre des ensembles forteresses.

C'est également ici que l'on comprend mieux la confusion autour de l'UE, qui s'est muée en l'un de ces ensembles culturels conçus par les néolibéraux. L'UE permet certes la libre circulation des travailleurs, mais dans un ensemble perçu comme culturellement homogène et se défendant des autres zones de migration. La liberté de circuler des personnes est indissociable des trois autres libertés, celles des capitaux, des biens et des services. C'est pourquoi, dans l'UE, ce sont moins les migrations internes que la « compétitivité » qui déterminent et justifient une forme de nivellement vers le bas des protections sociales et du travail. Au Royaume-Uni, ce ne sont pas les migrants polonais qui ont fait pression sur les salaires, mais la législation qui a permis une compétition accrue et une réduction du temps de travail au nom de l'efficacité économique et des finances publiques saines. Dans ce cadre, le néolibéralisme ne place pas la liberté migratoire au centre de ses préoccupations et défend même souvent une vision restrictive. Le patronat,

tant allemand que français, et tout friand qu'il soit de la constitution d'une armée industrielle de réserve, n'est pourtant pas un partisan du *no border*.

L'immigration fait-elle baisser les salaires ?

Reste évidemment que ce cadre théorique ne doit pas permettre d'évacuer la question sérieuse soulevée par Djordje Kuzmanovic : y a-t-il un impact négatif sur les salaires de l'arrivée d'une population habituée à des salaires plus faibles ? Depuis les années 1980, des centaines d'études empiriques ont été publiées sur le sujet. Leurs résultats sont souvent contradictoires et partiels, et il est difficile d'en tirer des conclusions définitives. Des débats sans fin, et sans conclusion définitive, ont notamment eu lieu concernant l'immigration cubaine aux États-Unis. « *On trouve un peu de tout dans ces études et tout ce que l'on peut dire, c'est que cela dépend du contexte particulier du pays ou de la région étudiée* », résume Bruno Amable, économiste à l'université de Genève.

Certains économistes ont tenté d'établir des lois générales, souvent à partir des cas étasuniens (ce qui, d'ailleurs, pose problème). Globalement, ceux qui l'ont fait ont relevé un effet nul ou légèrement positif sur l'ensemble des salaires. « *Les effets de l'immigration sur le marché du travail des personnes déjà présentes sur le sol national est réduit* », concluait une étude de 1995 de Rachel Friedberg et Jennifer Hunt sur « *l'impact de l'immigration sur les salaires, l'emploi et la croissance des pays hôtes* ». Les deux auteures concluaient qu'il « *n'y a[vait] pas de preuve d'une réduction économique de l'emploi autochtone* » liée à l'immigration.

Certes, nul ne nie qu'il puisse y avoir un effet négatif temporaire sur les salaires par l'émergence d'un surplus d'offre de travail, même s'il n'est pas automatique. Mais globalement, cet effet peut être compensé par plusieurs éléments. D'abord, un effet de complémentarité ou de substitution des compétences : les immigrés occupent des emplois que les autochtones n'occupent pas ou ne veulent plus occuper. Leurs emplois n'ont pas alors d'effets sur l'équilibre des salaires autochtones. Par ailleurs, lorsque les salaires des emplois moins qualifiés baissent, les salariés sont encouragés à relever leur niveau de compétences pour relever leur rémunération. Ensuite, certains avancent que la baisse du coût du travail induite par l'immigration permet d'augmenter l'investissement, donc la productivité et la part des emplois plus qualifiés et d'accélérer la croissance des salaires. Finalement, le mécanisme d'ajustement de l'offre et de la demande de travail dépend des institutions qui régissent ce marché. On y reviendra.

Depuis cette publication, une vaste discussion s'est ouverte pour savoir si les salaires des travailleurs autochtones les moins qualifiés sont touchés, et dans quelle mesure, par l'immigration. George Borjas, déjà cité, est un de ceux qui ont le plus tenté d'identifier cet effet négatif, en estimant que les populations les moins qualifiées ne pouvaient pas monter en compétences. Dans un article de 2003 intitulé « Examiner l'impact de l'immigration sur le marché du travail », il estimait ainsi que « *l'immigration a[vait] effectivement porté préjudice aux opportunités d'emplois des travailleurs autochtones en compétition avec les migrants* ». Mais les méthodes et les conclusions de Borjas ont été largement critiquées. En 2014, la publication de son livre *Immigration Economics* a donné lieu à une vive polémique et à une accusation de « *biais négatif* » et de dérives méthodologiques. L'Italien Giovanni Peri, de l'université de Californie, et le Canadien David Card, de l'université de

Berkeley, insistaient ainsi dans leur compte-rendu de l'ouvrage de Borjas, en 2016, sur sa « *vision univoque qui ne donne pas ou peu d'attention au nombre croissant de travaux qui offrent une vue plus nuancée* ».

Parmi ceux-ci, il faut citer l'étude de Giovanni Peri et Gianmarco Ottaviano de 2012 intitulée « Repenser les effets de l'immigration sur les salaires », qui met en avant une situation complexe mais globalement positive. Selon eux, « *il n'y a pas de substitution parfaite entre les travailleurs autochtones et les migrants au sein d'un groupe homogène sur le plan de l'éducation, de l'expérience et du sexe* ». Dès lors, les deux auteurs ont estimé que l'immigration n'avait pas empêché la croissance des salaires des travailleurs peu qualifiés autochtones, à l'exception des anciens immigrés qui sont plus directement en concurrence avec les nouveaux. « *Finalement, notre modèle implique qu'il est difficile d'affirmer que l'immigration ait été un déterminant important dans la détérioration de la distribution des revenus des travailleurs nés aux États-Unis entre 1990 et 2004* », concluaient les deux auteurs.

Globalement, on ne trouve donc pas de conclusions définitives des économistes sur le sujet. Les effets négatifs sont souvent diffus, centrés sur certains secteurs et compensés par d'autres, plus positifs. Les phénomènes sont complexes, diffus dans le temps et dans les secteurs de l'économie. De fait, comme le conclut Bruno Amable, « *sur les effets à très long terme, on n'a aucune étude vraiment sérieuse sur le sujet* ». En l'absence de conclusions fixes, on peut certes choisir de donner plus de poids aux positions de George Borjas, mais il convient d'être conscient qu'elles reposent largement sur des présupposés essentialistes (incapacité de certaines populations à évoluer en compétences, divergences culturelles irréductibles, etc.). Ce choix est politique. On peut aussi continuer de s'en tenir aux conclusions prudentes de Hunt et Friedberg de 1995.

France et Allemagne, deux évolutions distinctes

Ceci ne règle pas pour autant la question des cas précis dans lesquels l'effet migratoire peut jouer négativement sur les salaires. Un de ces cas documentés est celui de l'Allemagne. Dans son bulletin mensuel d'avril 2018, la Bundesbank, la banque centrale allemande, a identifié un effet négatif continu sur les salaires allemands des années 2014 à 2017 des migrations « *en provenance de l'UE* ». Cet effet négatif a été assez marqué, entre 0,5 et 1 point de croissance en moins. Il apparaît donc clairement que l'effet des migrations a ralenti celui du quasi-plein-emploi et, partant, le rattrapage salarial outre-Rhin qui est décisif pour le rééquilibrage de la zone euro. Mais la Bundesbank estime qu'il est provisoire et que le niveau moyen de salaire de ces migrants atteint celui de la population allemande au bout de cinq ans, le temps de l'intégration de ces nouveaux arrivants. L'effet mis en évidence n'est donc pas dû à un « *dumping interne* » mais à un effet de rattrapage de compétences. Ce n'est pas tout à fait la même configuration que la persistance d'une main-d'œuvre bon marché tirant les salaires vers le bas. Par ailleurs, si ce phénomène a ralenti le rattrapage, il convient de souligner que les salaires réels n'ont cessé de croître outre-Rhin depuis 2014.

Ce n'est pas le cas en France, où les salaires réels commencent à reculer en ce début d'année 2018. Est-ce dû à l'immigration ? Le penser ne serait pas sérieux. Les flux vers la France restent très réduits. S'ils ont progressé depuis 2010, les départs de France ont

aussi accéléré, notamment ceux des immigrés rentrant dans leur pays d'origine. En 2017, le solde migratoire français était estimé à 69 000 personnes et, en 2015, les entrées d'immigrés ne dépassaient pas 230 000. Or comme le souligne Bruno Amable, en France, l'immigration est plutôt complémentaire de la main-d'œuvre locale et ne joue donc guère sur les salaires. Il est donc impossible de penser que le recul du salaire réel moyen de 29 millions de salariés s'explique par un tel flux.

L'importance des institutions

En réalité, le recul du salaire réel français s'explique bien davantage par la flexibilisation et la précarisation de l'emploi dans l'Hexagone. Ce sont évidemment les déréglementations du marché du travail qui ont créé cette pression sur les salaires, pas l'immigration. C'est cette déréglementation qui, en favorisant les accords d'entreprise, permet de faire pression sur les salariés et donc sur les salaires en faisant jouer davantage la peur du chômage. C'est ce choix qui favorise le recours aux indépendants et aux formes précarisées d'emploi pour peser sur les salaires. Et ce mouvement fonctionne indépendamment de l'immigration. Il a permis en Europe de faire baisser les salaires en Espagne et au Portugal, malgré une forte émigration de la population.

Faire de l'immigration un élément central de la question salariale est donc fortement réducteur. Tout dépend du contexte institutionnel. Une étude de 2017 du Cepii a identifié aux États-Unis que plus le niveau des salaires minimums (différent dans chaque État) était élevé, plus l'effet négatif de l'immigration sur les salaires des moins qualifiés était réduit. En réalité, il n'y a là rien de moins logique : si l'immigration peut avoir un effet négatif sur les salaires, c'est par le jeu du marché, autrement dit de l'offre et de la demande. Plus le marché est libre et plus l'effet est déterminant. C'est pour cette raison que le patronat demande souvent que les conditions d'accès des migrants au marché du travail soient plus souples : c'est d'ailleurs souvent une condition de leur prétendue xénophilie. En Allemagne, un Smic migrant avait ainsi été un temps envisagé. Officiellement, il s'agissait de favoriser l'insertion de cette population sur le marché, mais cela revenait évidemment à assouplir le salaire minimum fédéral récemment imposé et donc à favoriser la pression salariale à la baisse. Mais ces mesures sont issues de choix politiques de déréglementation, pas d'une loi d'airain liée à l'immigration. Le Smic migrant allemand a échoué parce qu'il a fait l'objet d'un rejet politique. Et il est étonnant de voir des figures de gauche se soumettre intellectuellement à cette loi du marché pour demander une contraction de l'offre, plutôt que de proposer un encadrement plus strict de ce marché.

À cela s'ajoute un autre déterminant essentiel de la formation des salaires : celui de la concurrence entre les États et leurs législations. La situation actuelle n'est pas sans rappeler le rêve théorique de Gottfried Haberler : le capital circule partout librement et choisit de se fixer là où les coûts sont les moins élevés. Les salaires bas des pays émergents pèsent donc davantage sur les salaires et l'emploi que l'immigration qui, elle, crée du moins de la demande intérieure. Pour pouvoir arbitrer entre plusieurs juridictions et niveaux de salaire, il faut qu'il y ait des frontières qui garantissent ces différents niveaux. La concurrence sociale se nourrit des frontières beaucoup plus que des migrations. Comme l'a souligné l'historien Roger Martelli dans Regards voici quelques jours, « *là est la véritable armée de réserve* » du capital. C'est par cette concurrence sociale internationale que la pression sur les salaires se fait sentir.

Qu'on se souvienne qu'en Allemagne, à la fin des années 1990, les syndicats allemands avaient accepté la modération salariale en réponse aux menaces de délocalisation. Ce ne sont pas les Polonais d'Allemagne en tant que tels qui avaient alors fait pression sur les salaires. C'étaient cette pression externe et la déréglementation des lois Hartz qui avaient permis de donner plus libre cours au jeu de l'offre et de la demande. Et ainsi de modérer les salaires allemands, au point de créer de graves déséquilibres que la zone euro paiera chèrement à partir de 2010. Ces deux lois sont complémentaires et sont au cœur de la formation des salaires de l'ère néolibérale qui, comme le prévoyait Gottfried Haberler, permet de garantir la liberté du commerce et des capitaux et la réduction des migrations. Dans ce monde, rien ne pourrait davantage déplaire au capital que la liberté de circulation des travailleurs : elle ferait bondir les salaires des pays émergents et réduirait la part des profits des multinationales. C'est pour cette raison que les États néolibéraux redoutent « *l'immigration économique* ».

Mettre l'accent sur l'immigration dans la formation des salaires semble donc pour le moins étonnant dans un contexte politique de gauche. La reconnaissance des effets négatifs potentiels de ces mouvements sur les salariés les moins qualifiés, notamment, devraient plutôt conduire à proposer un nouveau contexte institutionnel favorable à ces salariés et permettant de contenir les forces du marché, ainsi que des investissements permettant de favoriser une intégration correspondant aux besoins du pays en termes d'emplois. Une étude de quatre chercheurs du Center for Global Development, parue en mai, parvenait ainsi à la conclusion que « *l'immigration devient ce que vous en faites* » et proposait sept politiques pour favoriser une intégration qui ne pèse ni sur les salaires ni sur la fiscalité des autochtones et améliore le bénéfice économique des migrations. L'utilisation de l'immigration pour des raisons politiques montre en réalité encore combien la gauche peine à sortir du carcan intellectuel néolibéral.